1868

N° 343

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio.
Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato cent. 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno . .		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		» 52	27	15

FIRENZE, Giovedì 17 Dicembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id.	per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento	» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4718 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto* :

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno ;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro presidente del Consiglio, ministro segretario di Stato per gli affari esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo :

Art. 1. Piena ed intiera esecuzione sarà data, a partire dal 1° gennaio 1869, alla Convenzione telegrafica internazionale conchiusa dai delegati dei governi d'Italia, e degli Stati che concorsero alla stipulazione della Convenzione telegrafica internazionale sottoscritta a Parigi li 17 maggio 1865, e di quegli altri Stati che successivamente vi fecero adesione, non che al regolamento di servizio che vi si riferisce, firmati entrambi gli atti in Vienna il 21 luglio 1868.

Art. 2. Avranno pure effetto dall'epoca summenzionata le disposizioni contenute nella dichiarazione e negli accordi firmati in Vienna il 22 luglio 1868, e pubblicati coi Nostri decreti in data del 13 settembre scorso, ai numeri 4615, 4616, 4617.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 19 novembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

CONVENTION.

Les Gouvernements des Etats signataires de la convention télégraphique internationale conclue à Paris le 17 mai 1865, ou qui ont successivement adhéré à cette convention, ayant résolu d'y introduire les améliorations suggérées par l'expérience et ayant, à cet effet, désigné des délégués chargés de procéder, conformément aux dispositions de l'art. 56, à la révision de ladite convention télégraphique ;

Les délégués soussignés se sont réunis en conférence à Vienne, et ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, les modifications suivantes, applicables à partir du 1er janvier 1869.

TITRE I.
Du réseau international.

Art. 1er Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif seront, successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, d'un diamètre d'au moins cinq millimètres, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

Art. 2. Entre les villes importantes des Etats cotractants, le service est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public:

Du 1er avril au 30 septembre, de 7 heures du matin à 9 heurs de soir;

Du 1er octobre au 31 mars, de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les Administrations respectives des Etats contractants.

L'heure de tous le bureaux d'un même Etat est celle du temps moyen de la capitale de cet Etat.

Art. 3. Les appareils Morse et Hughes restent concurremment adoptés pour le service des fils internationaux, jusq'à une nouvelle entente sur l'introduction d'autres appareils.

TITRE II.
De la correspondance.

Section I. — *Conditions générales.*

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Art. 5. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Art. 6. Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Section II. — *Du dépôt.*

Art. 7. Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories:

1° Dépêches d'Etat: celles qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer, et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes dépêches.

Les dépêches des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'Etat que lorsqu'elles sont adressées à un personnage officiel et qu'elles traitent d'affaires de service;

2° Dépêches de service: celles qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants, et qui sont relatives, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations;

3° Dépêches privées.

Art. 8. Les dépêches d'Etat ne sont admises comme telles, que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans sa dépêche la légalisation de sa signature.

Art. 9. Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur les territoires des Etats contractants, et en langue latine.

Chaque Etat reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur ses territoires, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique internationale.

Les dépêches d'Etat et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux Etats contractants qui admettent ce mode de correspondance, et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'art. 59 ci-après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

Les dépêches sémaphoriques doivent être rédigées soit dans la langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du Code commercial universel.

Les dépêches qui ne sont pas admises comme dépêches ordinaires, aux termes du 1er paragraphe du présent article, sont considérées comme dépêches secrètes.

Art. 10. La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à destination.

Toute interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

Section III. — *De la transmission.*

Art. 11. La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant:

1° Dépêches d'Etat;

2° Dépêches de service;

3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiairés dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

Dans les bureaux intermédiaires, les dépêches de départ et les dépêches de passage qui doivent emprunter les mêmes fils, sont confondues et transmises indistinctement, en suivant l'heure du dépôt ou de la réception.

Il peut être toutefois dérogé à cette règle et à celle du paragraphe premier, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

Art. 12. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

Ces dépêches sont immédiament échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

Art. 13. Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

Toutefois, si l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux intéressés sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que les exigences du service ne s'y opposent, auquel cas il ne peut élever aucune réclamation.

Art. 14. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau, à partir duquel l'interruption s'est produite, expédie immédiatement la dépêche par la poste (lettre chargée d'office) ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose. Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception, ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

Art. 15. Les dépêches qui dans les trente jours du dépôt n'ont pu être signalées par les postes sémaphoriques aux bâtiments destinataires, sont mises au rebut, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté la taxe de recommandation.

Art. 16. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la trasmission de la dépêche qu'il a déposée.

Section IV. — *De la remise à destination.*

Art. 17. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restant.

Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante dans la localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portées à leur adresse.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante hors de la localité desservie sont, suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste, ou par un moyen plus rapide si l'Administration du bureau destinataire en dispose.

Art. 18. Chacun des Etats contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non-desservies par le télégraphe, un service de transport plus rapide que la poste; et chaque Etat s'engage envers les autres à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées, à cet égard, par l'un quelconque des autres Etats.

Art. 19. Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destinataire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

Lorsque la dépêche est adressée bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau, pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées bureau restant.

Section V. — *Du contrôle.*

Art. 20. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'Etat, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement l'administration de laquelle dépend le bureau d'origine.

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

Art. 21. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

Section VI. — *Des archives.*

Art. 22. Les originaux et les copies des dépêches, les bandes de signaux ou pièces analogues sont conservés au moins pendant une année, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

Art. 23. Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

Section VII. — *De certaines dépêches spéciales.*

Art. 24. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

Le bureau d'arrivée paie au destinataire le montant de la taxe perçue au départ pour la réponse, soit en monnaie, soit en timbres-télégraphe, soit au moyen d'un bon de caisse, en lui laissant le soin d'expédier la réponse dans un délai, à une adresse et par une voie quelconques.

Cette réponse est considérée et traitée comme toute autre dépêche.

Si la dépêche primitive ne peut être remise, ou si le destinataire refuse formellement la somme affectée à la réponse, le bureau d'arrivée en informe l'expéditeur par un avis qui tient lieu de la réponse. Cet avis contient l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur fasse suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

L'affranchissement ne peut dépasser le triple de la taxe de la dépêche primitive.

Art. 25. L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la recommander.

Lorsqu'une dépêche est recommandée, les divers bureaux qui concourent à sa transmission, en donnent le collationnement intégral, et le bureau d'arrivée transmet par voie télégraphique à l'expéditeur, immédiatement après la remise de la dépêche, un avis de service indiquant l'heure précise de cette remise.

Si la remise n'a pu être effectuée, cet avis est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l' expéditeur puisse faire parvénir sa dépêche au destinataire, s'il y a lieu.

L'expéditeur de la dépêche recommandée peut se faire adresser l'avis de service sur un point quelconque du territoire des Etats contractants, en fournissant les indications nécessaires.

Art. 26. L'expéditeur de toute dépêche peut demander que l'indication de l'heure à laquelle sa dépêche sera remise à son correspondant, lui soit transmise par la voie télégraphique.

Si la dépêche ne peut être remise, cet accusé de réception est remplacé par un avis contenant les renseignements indiqués dans le paragraphe 3 de l'article précédent.

L'expéditeur a la faculté de se faire adresser l'accusé de réception sur un point quelconque du territoire des Etats contractants, en fournissant les indications nécessaires.

Art. 27. La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes, ou considérées comme dépêches secrètes.

Art. 28. Lorsqu'une dépêche porte la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immediatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire; il n'est toutefois tenu de faire cette réexpédition que dans les limites de l'Etat auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpédiée, et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la dépêche est conservée par ce bureau.

Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée, ou dans les conditions des paragraphes précédents.

Art. 29. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées :

Soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes ;

Soit à plusieurs destinataires dans une même localité;

Soit à un même destinataire, dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Art. 30. Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les réponses payées, les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre, les dépêches multiples et les accusés de réception.

Art. 31. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des Etats qui auront pris part à la présente Convention.

TITRE III.
Des Taxes.

Section I. — *Principes généraux.*

Art. 32. Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des Etats contractants sera uniforme. Un même Etat pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroît de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Toutefois, les offices télégraphiques extra-européens sont autorisés à admettre sur leurs lignes la dépêche de dix mots avec taxe réduite, cette dépêche étant d'ailleurs taxée pour le parcours européen comme une dépêche de vingt mots.

Art. 33. Le frane est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quelconques des Etats contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demi franc.

Il sera perçu pour un franc:

Dans l'Allemagne du Nord, 8 silbergros;

En Autriche et en Hongrie, 40 kreuzer (valeur autrichienne);

Dans le grand-duché de Bade, en Bavière et en Würtemberg, 28 kreuzer;

En Danemarck, 35 schillings;

En Espagne, 0,49 écu;

En Grèce, 1,11 drachme;

Dans l'Inde britannique, 76 païs;

En Italie, 1 lira;

En Norvége, 22 shillings;

Dans les Pays-Bas, 50 cents;

En Perse, 1 sahibkran;

En Portugal, 200 reis;

Dans les Principautés Unies, 1 piastre nouvelle;

En Russie, 25 copeks;

En Serbie, 5 piastres;

En Suède, 72 oeres;

En Turquie, 4 piastres 32 paras medjidiés.

Le paiement pourra être exigé en valeur métallique.

Art. 34. Le taux de la taxe est établi d'Etat à Etat, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif applicable aux correspondances échangées entre les Etats contractants est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront, toujours et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés; toutefois, ces réductions devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

Toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

Section II. — *De l'application des taxes.*

Art. 35. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

Art. 36. Le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes; l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules et qualifications, sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres qui n'ont pas une signification secrète.

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot; il en est de même du souligné.

Les signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéas ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre: les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

Les lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les nombres ordinaux sont comptées chacune pour un chiffre.

Art. 37. Le compte des mots s'établit de la manière suivante pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes, ou considérées comme dépêches secrètes.

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes, employés dans le texte chiffré, sont additionnés. Le total divisé par cinq donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent; l'excédant est compté pour un mot.

Les signes qui séparent les groupes sont comptés, à moins que l'expéditeur n'ait expressément indiqué qu'ils ne doivent pas être transmis.

On ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langage ordinaire de l'adresse, de la signature et du texte, s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

Art. 38. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

Art. 39. Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

Art. 40. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination, à moins d'interruption ou de détour considérable par cette voie, ou, si l'expéditeur a indiqué une autre voie, conformément à l'art. 13.

L'indication de la voie est transmise dans le préambule, et n'est point taxée lorsqu'elle est déterminée par des motifs de service.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

Section III. — *Des taxes spéciales.*

Art. 41. La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

Art. 42. La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'une dépêche simple.

Art. 43. La taxe des réponses payées et des accusés de réception à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primitive, est calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de l'accusé de réception et son point de destination.

Art. 44. Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire, dans des localités appartenant à des Etats différents, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire, dans les localités d'un même Etat, desservies par des bureaux différents, sont taxées comme une seule dépêche; il est perçu, en outre, autant de fois la taxe terminale de l'Etat destinataire qu'il y a de localités, moins une.

Les dépêches adressées, dans une même localité, à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche; mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois un demi-franc qu'il y a de destinations, moins une.

Art. 45. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'art. 23, un droit fixe d'un demi franc par copie.

Art. 46. Les dépêches recommandées ou avec accusé de réception, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies, comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes:

Un demi-franc par dépêche à deposer poste restante dans la localité desservie, ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'Etat qui fait l'expédition;

Un franc par dépêche à envoyer en Europe hors de ces limites, sur le territoire des Etats contractants;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au-delà.

Les dépêches non-recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

Art. 47. La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixée conformément aux règles générales de la présente convention, sauf, pour ceux des Etats contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires.

SECTION IV. — *De la perception.*

Art. 48. La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée, sur le destinataire:

1° La taxe des dépêches expédiées de la mer par l'intermédiaire des sémaphores;

2° La taxe complémentaire des dépêches à faire suivre;

3° Les frais de transport au-delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les Etats où un service de cette nature est organisé.

Toutefois, l'expéditeur d'une dépêche recommandée, ou d'une dépêche avec accusé de réception, peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. L'avis de service ou l'accusé de réception fait connaître le montant des fais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre paiement de la taxe due.

Art. 49. Les taxes perçues en moins par erreur ou par suite de refus du destinataire doivent être complétées par l'expéditeur.

Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés.

SECTION V. — *Des franchises.*

Art. 50. Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau desdits Etats.

SECTION VI. — *Des détaxes et remboursements.*

Art. 51. Est remboursée à l'expéditeur par l'Etat qui l'a perçue, sauf recours contre les autres Etats s'il y a lieu, la taxe intégrale de toute dépêche qui n'est pas parvenue à sa destination par le fait du service télégraphique, ou qui, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet.

En cas d'interruption d'une ligne sous-marine, l'expéditeur a droit au remboursement de la partie de la taxe afférente au parcours non effectué, déduction faite des frais déboursés, le cas échéant, pour remplacer la voie télégraphique par un mode de transport quelconque.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux dépêches empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

Art. 52. Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement ne peut s'appliquer qu'aux taxes des dépêches mêmes qui ont été omises, retardées, ou dénaturées, et non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par l'omission, l'erreur ou le retard, sauf dans le cas prévu à l'art. 39.

Art. 53. Toute réclamation doit être formée, sous peine de déchéance, dans les trois mois de la perception.

Ce délai est porté à six mois pour les correspondances échangées avec les pays situés hors d'Europe.

TITRE IV.

De la comptabilité internationale.

Art. 54. Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au-delà des lignes sont dévolues à l'Etat qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque Etat crédite l'Etat limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux Etats jusqu'à destination.

Par exception à la disposition précédente, l'Etat qui transmet une dépêche sémaphorique venant de la mer, débite l'Etat limitrophe de la part de taxe afférente au parcours entre le point de départ de cette dépêche et la frontière commune des deux Etats.

Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre Etats extrêmes, après une entente entre ces Etats et les Etats intermédiaires.

Entre pays d'Europe, les taxes sont réglées d'après le nombre des dépêches qui ont franchi la frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Les parts de l'Etat limitrophe et de chacun des Etats suivants sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

Art. 55. Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et accusés de réception sont portées intégralement par l'office qui a perçu, au compte de l'office destinataire, ces réponses et ces accusés de réception étant traités dans les comptes comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiés par le bureau destinataire.

Art. 56. Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la dépêche.

Art. 57. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

Art. 58. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'Etat créditeur en francs effectifs.

TITRE V.

Dispositions générales

SECTION I. — *Des dispositions complémentaires et des conférences.*

Art. 59. Les dispositions de la présente Convention sont complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un règlement commun arrêté de concert entre les administrations télégraphiques des Etats contractants.

Les dispositions de ce règlement entrent en vigueur en même temps que la présente Convention; elles peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par lesdites administrations.

Art. 60. Dans le cas où une difficulté se produirait sur l'interprétation de l'une des dispositions principales de la Convention, l'administration des télégraphes de l'Etat où aura eu lieu la dernière conférence convoquera, sur la demande d'une ou de plusieurs administrations, une Commission spéciale composée des délégués des Etats contractants, et désignera le lieu de la réunion.

Cette Commission résoudra la question d'interprétation. Ses décisions auront, pour celles des administrations qui n'auraient pas cru devoir s'y faire représenter, la même valeur que si elles y avaient pris part.

Art. 61. Une administration télégraphique, désignée par la conférence, prendra les mesures propres à faciliter, dans un intérêt commun, l'exécution et l'application de la Convention. A cet effet, elle organisera, sous le titre de *Bureau international des administration télégraphiques*, un service spécial qui fonctionnera sous sa direction, dont les frais seront supportés par toutes les administrations des Etats contractants et dont les attributions sont déterminées ainsi qu'il suit.

Il centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, rédigera le tarif, dressera une statistique générale, procédera aux études d'utilité commune dont il serait saisi, et rédigera un journal télégraphique en langue française.

Ces documents seront distribués par ses soins aux offices des Etats contractants.

Il instruira les demandes de modifications au règlement de service et, après avoir obtenu l'assentiment unanime des administrations, fera promulguer, en temps utile, les changements adoptés.

Art. 62. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes le Puissances qui y ont pris part seront représentées.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement dans la capitale de chacun des Etats contractants. entre les délégués desdits Etats.

La prochaine réunion aura lieu en 1871, à Florence.

Art. 63. Une *Carte officielle des relations télégraphiques* sera dressée et publiée par l'administration française et soumise à des révisions périodiques.

SECTION II. — *Des réserves.*

Art. 64. Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Etats, notamment:

La formation des tarifs;

Le règlement des comptes;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés;

L'application du système des timbres-télégraphe;

La transmission des mandats d'argent par le télégraphe;

La perception des taxes à l'arrivée;

Le service de la remise des dépêches à destination;

La suppression réciproque des frais de transport des télégrammes par la poste;

Les dépêches à faire suivre au-delà des limites fixées par l'article 28;

L'extension du droit de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

SECTION III. — *Des adhésions.*

Art. 65. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par le voie diplomatique à celui des Etats contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et, par cet Etat, à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Toutefois, en ce qui concerne les tarifs, les Etats contractants se réservent respectivement d'en refuser le bénéfice aux Etats qui demanderaient à adhérer sans réduire leur tarif dans une mesure suffisante.

Art. 66. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, les règles de la présente Convention aux Compagnies concessionaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-marines, et à négocier avec les Compagnies existantes une réduction réciproque des tarifs, s'il y a lieu.

Ces Compagnies seront admises aux avantages stipulés par la Convention, moyennant accession à toutes ses clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a accordé la concession. Cette notification aura lieu conformément au second paragraphe de l'article précédent.

La réserve qui termine ce même article est applicable aux telegraphes privés dont le tarif ne serait point réduit dans une mesure jugée suffisante par les Etats intéressés.

Les bureaux télégraphiques des Compagnies de chemins de fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental des Etats contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait une taxe supplémentaire, ne seront compris en aucun cas dans le tarif international.

Art. 67. Lorsque des relations télégraphiques sont ouvertes avec des Etats non adhérents, ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions réglementaires obligatoires de la présente Convention, ces dispositions réglementaires sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

Les Administrations intéressées déterminent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, qui ne peut être qu'un multiple de la taxe normale inscrite aux tarifs conventionnels, est ajoutée à celle des offices non participants.

En foi de quoi, les délégués respectifs ont signé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Vienne le 21 juillet 1868.

(L. S.) V. CHAUVIN, directeur général des télégraphes de l'Allemagne du Nord.
(L. S.) Le comte SZECHENYI, conseiller aulique au Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères.
(L. S.) BRUNNER, directeur des télégraphes Impériaux et Royaux.
(L. S.) TAKÀCS, conseiller au Ministère Royal de Hongrie.
(L. S.) ZIMMER, conseiller intime, directeur des voies de communication du Grand-Duché de Bade.
(L. S.) SCHWERD, inspect. des télégraphes.
(L. S.) GUMBART, conseiller de la Direction générale des communications, directeur des télégraphes de Bavière.
(L. S.) FASSIAUX, directeur général de l'Administration des chemins de fer, postes et télégraphes de Belgique.
(L. S.) VINCHENT, ingénieur en chef, directeur des télégraphes du Royaume de Belgique.
(L. S.) FABER, directeur des télégraphes de Danemarck.
(L. S.) L. M. DE TORNOS, délégué de l'Espagne.
(L. S.) CH. JAGERSCHMIDT, sous-directeur au Ministère des affaires étrangères de France.
(L. S.) Le comte DE DURCKHEIM, inspecteur général des lignes télégraphiques (France).
(L. S.) F. GOLDSMID, lieutenant-colonel, directeur en chef des télégraphes Indo-Européens.
(L. S.) G. GLOVER, lieutenant-colonel R. E., ancien directeur général du télégraphe des Indes.
(L. S.) THEMISTOCLE METAXÀ, consul général de Grèce.
(L. S.) ERNEST D'AMICO, directeur général des télégraphes italiens.
(L. S.) CHEV. FERD. SCHAEFER, délégué du Grand-Duché de Luxembourg.
(L. S.) C. NIELSEN, directeur en chef des télégraphes de Norvége.
(L. S.) STARING, référendaire au Ministère de l'intérieur, chargé de l'Administration des télégraphes des Pays-Bas.
(L. S.) C. DE LUDERS, conseiller privé, délégué du Gouvernement Persan.
(L. S.) V. EVARISTO DO REGO, adjoint à la Direction générale des télégraphes de Portugal.
(L. S.) JEAN J. FALCOIANO, directeur général des postes et télégraphes (Principautés Unies).
(L. S.) C. DE LUDERS, conseiller privé, directeur général des télégraphes Russes.
(L. S.) MLADEN Z. RADOYCOVITS, secrétaire de la Direction des postes et des télégraphes de Serbie.
(L. S.) P. BRANDSTROM, directeur général des télégraphes de Suède.
(L. S.) L. CURCHOD, directeur des télégraphes de la Confédération Suisse.
(L. S.) G. SERPOS, secrétaire général de la Direction des télégraphes de Turquie.
(L. S.) KLEIN, directeur des télégraphes et de la Commission Royale pour la construction des chemins de fer de l'Etat de Würtemberg.
(L. S.) SCHRAG, assesseur de la Direction des télégraphes de Würtemberg.

(Seguono gli annessi e il regolamento di servizio internazionale, che saranno pubblicati nel prossimo numero).

(Continua)

Il numero 4732 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 32 della legge 5 maggio 1862;

Visto il Regio decreto 30 giugno 1864, e l'annesso regolamento, che stabiliscono le condizioni della franchigia postale;

Visto il Regio decreto n. 4615 del 13 settembre 1868;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposizione del ministro dei lavori pubblici,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. I telegrammi provenienti dallo interno dello Stato e quelli provenienti dagli Stati esteri firmatari o aderenti alla dichiarazione sottoscritta a Vienna il 22 luglio 1868, ed approvata col Nostro decreto n. 4615 del 13 settembre 1868, saranno ammessi alla franchigia postale per la loro consegna ai destinatari, tanto se fermi in posta nella località stessa in cui trovasi l'uffizio telegrafico di destinazione, quanto se inoltrati a destino in località dove non esista uffizio telegrafico.

Art. 2. La detta franchigia avrà luogo sia per telegrammi contenuti in piego raccomandato, sia per quelli da inoltrarsi in piego ordinario, secondo i casi preveduti dai regolamenti telegrafici e postali.

Art. 3. Il presente decreto avrà effetto dal 1° gennaio 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 29 novembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. PASINI.

S. M. sopra proposta del ministro dell'interno ha fatto le seguenti disposizioni nel personale del Consiglio di Stato:

In udienza delli 25 novembre 1868:

Spaventa comm. Silvio, nominato consigliere di Stato;

In udienza delli 29 novembre 1868:

Spinola march. commend. Tommaso, consigliere di Stato, nominato presidente di sezione.

In udienza delli 6 dicembre 1868:

Errante commend. Vincenzo, consigliere della Corte di cassazione di Palermo, nominato consigliere di Stato.

Sulla proposta del ministro segretario di Stato per gli affari della guerra S. M. ha nelle infra indicate udienze fatte le seguenti disposizioni negli uffiziali dell'arma d'artiglieria:

In udienza delli 29 novembre 1868:

Gori Francesco, capitano, collocato in aspettativa per riduzione di Corpo;

Dini Bernardo, id., id. id.;

Caraffa Antonio, capitano in aspettativa per riduzione di Corpo, richiamato in effettivo servizio;

Ciatti Enrico, id. id., id. id.

In udienza delli 2 dicembre 1868:

Goria Carlo Ottavio, capitano in aspettativa per riduzione di Corpo, richiamato in effettivo servizio.

S. M. sopra proposta del ministro di grazia e giustizia e dei culti ha con decreti del 29 novembre 1868 fatto le seguenti disposizioni nel personale giudiziario:

Orengo Francesco, conciliatore nel comune di Rezzo mandamento di Pieve di Teco (Oneglia), dispensato dalla carica in seguito a sua domanda;

Pampuri Luigi, id. di Motta Visconti (Milano), idem;

Colletta Gaetano, id. di Montemiletto (Avellino), id.;

Corbello Cesare, nominato conciliatore nel comune di Motta Visconti (Milano);

Galassi Leopoldo, id. di Cascina (Pisa);

Chinnici Sante, id. di S. Teodoro (Mistretta);

Petracca Sebastiano, id. di Civitavecchia (Isernia);

Tomoniello Giovanni, id. di Montemiletto (Avellino);

Jorio Vincenzo, già conciliatore nel comune di S. Barbato (Avellino), nuovamente nominato conciliatore nel comune medesimo;

Vitale Matteo, id. di Lauro (Avellino), id.;

Janziti Vincenzo, id. di San Marco dei Cavoti (Benevento), id.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

SENATO DEL REGNO.

Nella tornata di ieri il Senato continuò la discussione della legge sul riordinamento del notariato, rimasta all'articolo 106, il quale venne adottato coi successivi fino al 121 inclusive, previe osservazioni in vario senso dei senatori Chiesi, Gallotti, Miraglia, Conforti, Musio, Poggi relatore ed il ministro guardasigilli.

Nella stessa seduta il ministro dei lavori pubblici presentò i seguenti progetti di legge, già approvati dalla Camera elettiva:

1° Compimento della strada nazionale da Aosta in Francia per il Piccolo S. Bernardo.

2° Ordinamento del servizio semaforico sui littorali.

CAMERA DEI DEPUTATI.

La Camera nella tornata di ieri, dopo di avere trasmesso al presidente del Consiglio dei ministri una petizione presentata da alcuni emigrati romani, secondo l'istanza fattane dal deputato Pianciani e consentita dal presidente del Consiglio, approvò uno schema di legge diretto a prorogare i termini fissati pel rinnovamento delle iscrizioni ipotecarie, intorno al quale ragionarono i deputati Melchiorre, Morini, Salvoni, Cortese, Pissavini, Sebastiani, Bertea e il ministro di grazia e giustizia.

Quindi proseguì la discussione generale dello schema di legge sopra il riordinamento dell'amministrazione centrale e provinciale, a cui presero parte i deputati Mellana, Malenchini, Zuradelli, e per fatti personali i deputati Bonfadini, Minghetti, Bargoni e Correnti.

Il ministro delle finanze presentò i tre seguenti disegni di legge:

Spesa straordinaria per opere idrauliche in varie provincie; — per la deviazione dell'ultimo tronco del Canale Naviglio a Bomporto, provincia di Modena; — per concorso nei lavori di arginatura del Lambro intrapresi dalla Società delle ferrovie dell'Alta Italia.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Situazione delle Tesorerie la sera del 30 novembre 1868.

ENTRATA.

1. Versamenti nelle Tesorerie in conto entrate ordinarie e straordinarie diverse dei bilanci 1867 e 1868		1,362,858,117 82
2. Alienazione di obbligazioni dell'asse ecclesiastico per un valore nominale di lire 115,685,400		92,487,804 17
3. Anticipazione dalla Società per la Regia dei tabacchi		114,253,603 31
4. Fondi provenienti dagli stralci delle Tesorerie e Casse delle cessate Amministrazioni finanziarie degli ex-Stati d'Italia		2,530,795 09
5. Fondi somministrati dal Tesoro Veneto		23,752,253 33
6. Debiti di Tesoreria e debiti fluttuanti il 30 novembre 1868, cioè:		
a) Buoni del Tesoro in circolazione	294,281,308 25	
b) Vaglia del Tesoro in circolazione	40,804,370 01	
c) Quietanze di fondi somministrati in circolazione	1,383,469 92	
d) Conti correnti diversi	4,380,000 »	
e) Conto corrente colla Banca Nazionale pel mutuo di 278 milioni in biglietti	278,000,000 »	
f) Conti correnti colla Banca Nazionale per anticipazione di 100 milioni contro deposito di obbligazioni dell'asse ecclesiastico	76,471,982 09	
		695,321,130 27
		2,291,203,703 99

USCITA.

1. Eccedenza di pagamento in confronto delle riscossioni sull'esercizio 1866		107,727,040 27
2. Pagamenti delle Tesorerie di spese ordinarie e straordinarie diverse dei bilanci 1867 e 1868		1,819,168,312 57
3. Obbligazioni dell'asse ecclesiastico ricevute in pagamento di beni, ammortizzate e da ammortizzare, valor nominale		83,076,800 »
4. Crediti di Tesoreria il 30 novembre 1868, cioè:		
a) Pagamenti per conto delle Casse depositi e prestiti	4,448,353 90	
b) Id. per conto della Cassa militare	173,464 76	
c) Id. per conto dell'Amministrazione del culto	14,244,687 88	
d) Anticipazioni a società di ferrovie	82,111,408 34	
e) Fondi di scorta ai Regi legni della marina	1,350,000 »	
f) *Deficit* di Tesorieri(*)	2,841,702 19	
		105,169,617 07
		2,115,141,769 91
Numerario e biglietti di Banca in cassa il 30 novembre 1868		176,061,934 08
		2,291,203,703 99

(*) Questo *deficit* rappresenta i debiti de' contabili del tesoro, risultanti in parte da vuoti di cassa, ed in parte da documenti d'esito rifiutati perchè non conformi a' regolamenti. — Quasi tutti poi sono realizzabili, perchè garantiti dalle relative malleverie.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Si legge nel *Morning Post*:

Il generale Grant, come apparisce da un telegramma, reputa inopportuno il diminuire ulteriormente l'esercito degli Stati Uniti in presenza delle difficoltà indiane e della necessità di tenere i soldati nel Sud. Inoltre appoggia la raccomandazione del generale Sherman che vuole affidata al dipartimento della guerra la condotta degli affari indiani.

Gli Americani hanno a risolvere una impresa molto più difficile di quella che hanno i nostri compatriotti nella Nuova Zelanda. Noi abbiamo alle mani circa trentamila Maori, mentre nell'altro caso bisogna sbarazzarsi di dieci volte quel numero di Pelli Rosse.

Forse senza la costruzione della ferrovia del Pacifico non avremmo mai udito parlare della crociata che ora si organizza contro quelle tribù indigene.

A misura che la civiltà si spingeva verso l'Occidente e le terre ove gli aborigeni vanno a caccia, divenivano sempre più ristrette, ne doveva naturalmente risultare una serie di piccoli combattimenti....

Gli Indiani però non tardarono ad accorgersi che una ferrovia di tanta lunghezza, costruita in un vero deserto, offriva gran numero di punti obbiettivi per le loro campagne e un modo più agevole del solito per taglieggiare. È manifesta l'impossibilità di guardare la linea in tutta la sua immensa lunghezza; e per interrompere il traffico e suscitare dei seri imbarazzi, poco importa sapere ove la ferrovia è rotta, purchè in qualche parte lo sia.

Da questi concetti, l'uomo rosso americano, infiammato divenne così ostile alla razza dominatrice, che ora è assolutamente necessario di cercare i mezzi di repressione.

Il celebre generale Sherman ha avuto l'incarico di sceglierli e adoperarli, e nell'ardua impresa lo aiuta il generale Sheridan, famoso quanto lui. La scelta di tali capi non lascia dubitare delle intenzioni del governo americano.

Ambidue quei generali conoscono bene il modo particolare di far la guerra efficacemente agli indigeni. Lo Sherman ha tracciata una linea di politica militare che se sarà ben condotta, è atta a risolvere la difficoltà; anche però a costo della estinzione assoluta delle tribù native.

Egli propone, e le sue proposte sono state sanzionate officialmente, di assegnare delle terre separate per l'uso degli Indiani. Sarà loro imposto di ritirarsi e rimanere permanentemente in quelle terre. Se non obbedissero a quell'ordine saranno costretti colla forza delle armi a non uscire per cacciare, o combattere, dal terreno loro assegnato. Se al contrario saranno obbedienti la bisogna andrà bene.

Ad ogni modo l'esperienza vieta di nutrire quella speranza ed è probabile che l'ultimo risultato di questa politica sarà la estinzione degli indigeni.

Non possiamo credere che quelli Indiani eternamente nomadi divengano colonizzatori stimabili al solo cenno delle faccie bianche; non possono mutare istinti; e naturalmente abborrono gli usi e la vita degli agricoltori. L'uomo rosso sarà sempre un uomo rosso negli usi come nella pelle, uscirà sempre a depredare fuori del territorio assegnatogli, se pure s'indurrà mai ad abitarvi.

Fu detto che del cacciare gl'Indiani dai luoghi che ora abitano era agevole, ma difficile l'impresa il farlo. Su questo punto vogliamo insistere perchè è probabile che noi possiamo imparare qualche cosa dai nostri avventurosi cugini.

I soldati del generale Sheridan sono quasi esclusivamente cavalleria. E questo è tutto il segreto. Sheridan ha da fare con un nemico agile e pieno di espedienti, ed ha capito che organizzando un corpo di fanteria, come in circostanze eguali noi avremmo fatto, aveva poca possibilità di dare un colpo decisivo. Sheridan fu uno de' primi a capire il vero significato dei cambiamenti di tattica resi necessari dalle mutate circostanze del guerreggiare odierno.....

Tale è il piano di Sherman per risolvere la questione indiana. Ammesso che le tribù indigene non debbano stare fuori di certi limiti e che possano essere costrette legalmente con la forza ad abitare un territorio riservato, non v'è altra via che lo sterminio degl'Indiani. I dieci

mila cavalieri di Sherman saranno più efficaci del quintuplo di soldati ordinari e probabilmente gl'indigeni americani spariranno dalla faccia della terra.

Moralmente parlando, però, è impossibile di difendere questa politica. Gl'Indiani erano padroni della terra molto prima che i bianchi colonizzassero il continente; gl'Americani sono gli intrusi. Ma guardando la questione dal punto di vista pratico è impossibile di adoperare altrimenti.

PRUSSIA. — Leggesi nella *Gazzetta Nazionale* di Berlino, in data 11 dicembre:

Il conte de Bismark ha assistito alla seduta di ieri sera della Commissione incaricata del progetto di legge relativo ai principi spodestati.

Il relatore signor Lent espone il parere che la memoria dell'elettore d'Assia contenga una violazione del trattato da lui conchiuso colla Prussia, ma che questa vioelazione non fosse sufficiente per giustificare il sequestro dei di lui beni, se altri fatti non vi si aggiungevano.

Il secondo relatore signor de Kardoff si pronunziò pel sequestro.

Il conte de Bismark ebbe allora la parola.

Anch'egli disse di considerare il sequestro come assolutamente necessario. L'elettore era stato replicatamente avvertito dal governo prussiano e pregato di desistere dalle sue agitazioni, ma sempre indarno, e, come apparisce dai documenti di Horsowitz, sottoscritti dal consigliere di gabinetto Schimmelpfenning e che il conte de Bismark comunicò alla Commissione, l'elettore non cessò dal comportarsi da sovrano, e le di lui lettere sono divenute ognor più sgradevoli, mano mano che l'eventualità di una guerra sembrava avvicinarsi. Altri documenti comunicati dal conte de Bismark provano che l'elettore voleva profittare del pericolo di guerra che andava sorgendo. Questi timori dell'imminenza di una guerra, disse il Conte, avevano certamente una ragione d'essere durante l'estate e se fra il popolo si aveva il convincimento che la pace non fosse assicurata, questo convincimento non mancava di fondamento. È poi vero che un'avvenimento inaspettato fece dileguare i timori.

Ad Hietzing esiste un Comitato il cui scopo è quello di fomentare agitazioni ostili contro la Prussia. In questo Comitato si trova un membro assiano, appartenente ad una nobile famiglia, che era aiutante di campo dell'elettore or sono tre anni; di più un danese ed un membro repubblicano il quale ha espiati in una fortezza i suoi errori precedenti.

Il conte de Bismark diede poi delle alte spiegazioni.

Gneist si pronunziò per l'adozione pura e semplice del progetto di legge.

Wirchow chiese che si rigettasse il progetto e che si intenti un processo di alto tradimento.

Il conte de Bismark dichiarò che ragioni politiche e pratiche si oppongono ad un simile procedere.

Lent dichiarò che dopo le spiegazioni del sig. de Bismark, e notato specialmente che la memoria dell'elettore era stata spedita alle Corti estere, egli approvava il sequestro.

La Commissione, per conseguenza adottò il progetto di legge alla maggioranza di 13 voti contro 11, e col solo emendamento che il sequestro non potrà venire levato con semplice ordinanza regia, ma soltanto in forza di una legge.

AUSTRIA. — La *Corrispondenza generale di Vienna* reca:

Giornali esteri annunziano che al primo annunzio di imminenti complicazioni fra la Turchia e la Grecia, sia stata inviata nelle acque elleniche una squadra austriaca.

Noi veniamo a sapere che il Governo ha soltanto prese le necessarie disposizioni perchè una squadra possa venire inviata se ne corra il bisogno.

— L'*Osservatore Triestino* ha per telegramma da Vienna 14:

Nell'odierna seduta della Camera dei deputati, il ministro delle finanze presentò i disegni di legge per continuare a riscuoter le imposte sino alla fine di marzo e per introdurre l'imposta sugli stabili, come pure la legge finanziaria per il 1859 e la domanda d'un credito supplettivo di 73,000 fiorini per il ministro della difesa del paese. Il ministro delle finanze dichiarò anzitutto nella sua esposizione che per quanto si può rilevare sinora, nel 1868 le spese risultarono inferiori alle previsioni e gl'introiti aumentarono. Nei tre primi trimestri si ebbe un maggiore introito di quasi 9 milioni, e una diminuzione di 10 milioni nelle spese. Se l'ultimo trimestre darà un risultato analogo, si avrà colla fine dell'anno 1868 un civanzo di 10 milioni. Se in aggiunta a questo civanzo, verranno approvati i proposti introiti straordinari e continuerà l'aumento delle imposte, il disavanzo del 1869 ascenderà a 3 milioni e mezzo.

Grocholski interpellò il ministro delle finanze riguardo alle saline di Wieliczka. Il ministro disse essere state prese tutte le disposizioni necessarie e non esistere alcun pericolo. La notizia che sia crollato il pozzo Francesco Giuseppe è inesatta.

Il ministro del commercio, rispondendo alla interpellanza riguardo a Horowitz, annunziò che verrà presentata una nuova legge sulle strade ferrate.

Fu approvata la proposta di rimettere la legge finanziaria del 1869 ad una Commissione di 24 membri.

— I fogli di Vienna recano che, in seguito agli sgraziati avvenimenti prodotti dalle acque nelle saline di Wieliczka, il Governo prussiano fece l'offerta al Governo austriaco di accordargli del sale dalle saline di Stassfurt a prezzo di costo. Il conte de Beust rispose ringraziando, ma senza accettare l'offerta, facendo conoscere dapprima come i depositi di sale in Austria non facciano temere che se ne manchi, e come d'altro canto l'infortunio avvenuto nelle saline di Wieliczka non avrà conseguenze tanto generali ed estese come si temeva immediatamente dopo che succedettero quegli avvenimenti. La circostanza che gli impiegati montanistici di Wieliczka non ebbero occasione di lottare mai finora contro la difficoltà delle acque, fece apparire il pericolo maggiore di quello che fosse in fatto.

PRINCIPATI UNITI. — Il *Monitorul* di Bucarest, in data 5 dicembre, ha pubblicata una lettera autografa del principe Carlo al presidente del Consiglio dei ministri.

Ecco il testo di tale lettera:

« Signor presidente,

« Un Ministero che segue con dignità una politica veramente nazionale può agevolmente cattivarsi la fiducia del paese. Ecco perchè le Camere legislative ed io abbiamo con piacere conosciuto il programma che ella sviluppò in loro presenza.

« Per assicurare tuttavia la felicità e la grandezza della nostra patria, è assolutamente urgente che tutti gli elementi di cui si costituisce lo Stato si riuniscano con abnegazione per compiere questa grand'opera nell'interesse del trono e della patria, perchè in questo modo soltanto diverrà possibile il mettere un termine alle scissure ed alla discordia che esistono, ed in questo modo soltanto noi potremo, come già ebbi a dire in altra circostanza, apprezzare il passato per constatare i fatti gloriosi dei nostri padri.

« Credo dover cogliere la presente occasione per esprimerle, assieme ai di lei colleghi, la mia intera soddisfazione per la premura e l'abnegazione con cui accettarono il rude incarico degli affari. Ciò m'induce a ritenere che eglino si sforzeranno anche in avvenire di togliere le difficoltà che si oppongono al compimento dei voti i più ardenti del mio cuore, i quali non sono intesi ad altro che a riunire attorno al trono tutti i figli della patria.

« Convinto in anticipazione che ella persevererà nella via che ha tracciata, posso assicurarla che il mio appoggio non le mancherà mai. A questo fine desidero presiedere il più presto possibile il Consiglio dei ministri per dare un vivo impulso a tutti gli affari che concernono lo Stato e dare a lei la prova della mia fiducia e della mia buona volontà. »

AMERICA. — Si legge nel *Morning Post*:

Nuova York, 2 dicembre.

Il *Cincinnati Israelite* pubblica una lettera mandata dal generale Grant al sig. Morris che parla dell'ordine dato dal generale di proibire agli ebrei di andare e rimanere tra le linee dell'esercito. L'ordine fu dato quando l'esercito di Grant espugnava Vicksburg. E allora e dopo fu molto criticato e condannato dai giornali cristiani e ebrei. Il generale nella sua lettera dice che dette quell'ordine in un momento in cui era irritato perchè aveva avuto da Washington dei rimproveri per aver permesso certe speculazioni di ebrei nell'esercito. Dice che se quell'ordine non fosse stato trasmesso dal telegrafo subito, con un po' di riflessione non lo avrebbe dato.

Il generale protesta che non ha pregiudizi di razza o di setta, e vuole che ciascuno sia giudicato dal suo proprio merito.

Il 28 novembre fu data una battaglia decisiva a un villaggio Cheyenne, al nord del fiume Wachita, tra il 7° di cavalleria comandato dal gen. Custar, e gl'indiani Cheyenne guidati da un loro capo. Furono uccisi 103 indiani, 53 furono fatti prigionieri, il villaggio fu distrutto. Gli Americani s'impadronirono di un gran numero di cavalli, muli e munizioni, ed ebbero un uomo ucciso e 15 feriti.

Le notizie dal territorio di Arizona ci informano che le Pelli Rosse commettono depredazioni per ogni parte. Quei selvaggi hanno assalito un carro di posta e la scorta vicino a Wickenburg, hanno ucciso il conduttore e si sono impadroniti dei sacchi che contenevano la posta di due settimane dell'Oriente e della California.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Ieri, 16, ebbe luogo a Milano la nona estrazione del nuovo ed ultimo prestito a premi di quella città. Secondo que' giornali i numeri estratti sono i seguenti:

Serie estratte:

2325 — 6511 — 619 — 7001 — 6897

Numeri vincitori:

Serie	n°		Premio L.
6897	34		50000
6897	82	—	1000
2325	14	—	500
619	53	—	100
6511	81	—	100
619	41	—	100
619	51	—	100
2325	35	—	100
619	60	—	50
619	49	—	50
619	57	—	50
6897	73	—	50
6897	48	—	50
7001	41	—	50
6511	23	—	50
619	12	—	50
6897	40	—	50
6511	7	—	50
7001	7	—	20
6511	79	—	20
6511	31	—	20
2325	97	—	20
2325	64	—	20
6511	26	—	20
7001	49	—	20
619	26	—	20
619	3	—	20
619	44	—	20
2325	83	—	20
619	72	—	20
2325	87	—	20
619	5	—	20
619	59	—	20
6897	28	—	20
7001	1	—	20
6897	7	—	20

Le altre obbligazioni, di compendio delle cinque serie oggi estratte, hanno diritto al rimborso di lire 10.

— L'Accademia (francese) delle belle arti tenne il giorno 12 del corrente l'annua sua adunanza pubblica sotto la presidenza del signor Enrico Lehmann. L'ordine delle letture portava: 1° La relazione del presidente sui premi aggiudicati pel corrente anno e sui temi dei premii proposti per l'anno 1869; 2° Un sommario della vita e delle opere del signor Hittorff, letto dal signor Beubé, segretario perpetuo. Riguardo alla relazione del presidente notiamo che il tema proposto pel concorso Leclère nel 1869 è: Un monumento consacrato alla memoria di Rossini.

— La Società centrale francese di salvataggio dei naufragati ha pubblicato la statistica dei naufragi e casi di mare avvenuti sulle coste di Francia nell'anno 1867. È questa la terza pubblicazione, di tal genere che fa la Società centrale.

La prima comprendeva i naufragi dal 1862 al 1865.

La seconda quelli del 1866.

Come le precedenti, la statistica del 1867 è completata da diciannove tavole di ragguagli e da una carta indicante i sinistri e i luoghi di salvataggio.

L'anno 1867 è quanto ai sinistri il più disastroso di tutti: 418 navi furono colpite, mentre la media dei cinque anni precedenti non superava i 308 Nel 1864 la cifra dei naufragi non era stata che di 198.

Le 418 navi colpite da sinistri stazavano insieme 42,000 tonnellate e portavano 2516 persone, delle quali 275 perirono e le altre furono salvate in diversi modi.

— La *Gazzetta* russa *dell'Accademia* annunzia che la signora Koschevarow la quale seguì i corsi dell'Accademia imperiale di medicina e chirurgia di Pietroburgo ha subito testè con successo l'esame del dottorato in medicina. La signora Koschevarow è la prima donna che abbia ottenuto il diploma di dottore di una facoltà russa di medicina.

— Durante la stagione della navigazione del 1868, vale a dire dal 21 aprile al 5 novembre entrarono nel porto di Pietroburgo 14,487 tra battelli e barche, i cui carichi rappresentavano un valore totale di 35,178,490 rubli.

PROVINCIA DI FIRENZE.

Avviso di concorso.

Il prefetto di Firenze, in nome dei Consigli provinciale e comunale di questa città,

Notifica che è aperto il concorso pel conferimento della cattedra di diritto amministrativo, istituita nel Regio liceo Dante di Firenze dai Consigli stessi colle rispettive deliberazioni dei 14 dicembre 1867, e 17 gennaio 1868, coll'annuo stipendio di lire 2200, esigibile per due terzi a carico della provincia, e per un terzo a carico del comune di Firenze.

Il concorso è aperto per titoli e per esame.

Le domande, redatte in carta da bollo da centesimi cinquanta, saranno presentate alla segreteria della Deputazione provinciale di Firenze entro il dì 20 del prossimo mese di dicembre, corredate dei documenti che in appresso:

a) Fede di nascita;

b) Fede di buona condotta rilasciata dal sindaco o dai sindaci ove il concorrente ebbe dimora nell'ultimo quinquennio, con dichiarazione del fine per cui viene richiesta;

c) Certificato di stato abituale di buona salute;

d) Attestati degli studii universitarii e diploma di laurea, ovvero titoli equivalenti, non che tutti gli altri documenti comprovanti gli studii fatti e uffici sostenuti dai candidati.

Ad una Commissione mista composta di nove commissari, dei quali sei nominati dalla Deputazione provinciale, e tre dalla Giunta comunale, è affidata la collazione del posto, salva la ratifica dei rispettivi Consigli.

I concorrenti riceveranno avviso a domicilio del giorno e del luogo nel quale saranno tenuti gli esami avanti una Giunta esaminatrice all'uopo nominata.

Firenze, li 27 novembre 1868.

Il Prefetto: MONTEZEMOLO.

R. ACCADEMIA ECONOMICO-AGRARIA
DEI GEORGOFILI DI FIRENZE.

Programma di Premi di fondazione Alberti.

Quest'Accademia già altre volte propose premi onde promuovere il miglioramento delle razze vaccine, l'allevamento del bestiame, la buona conservazione degli ingrassi, le ricerche della qualità dei concimi appropriati alle diverse culture, come pure intesa a diffondere con scritti popolari le notizie di ciò che conferisce a preservarle e migliorarle.

Mossa da questi medesimi intendimenti, nell'adunanza del dì 21 settembre 1868 stabilì di conferire i seguenti premi:

1° Un premio di lire italiane 1,200, a chi mostri di avere in montagna la miglior cascina, mantenuta con buoni sistemi e provvista del più bello e produttivo bestiame vaccino;

2° Un premio di lire italiane 800, a chi farà conoscere quali e quanti sono i principii che perde il letame vaccino di stalla durante la fermentazione a concimaia aperta ma provvista di tetto, a concimaia aperta e scoperta ed a concimaia chiusa;

3° Un premio di lire italiane 852 e cent. 80, a chi con nuove ricerche analitiche dimostrerà, più chiaramente e più largamente che non sia stato fatto fin qui, tenendo conto del modo di cultura e in special guisa dei concimi adoperati, l'azione della differente natura del terreno sul prodotto quantitativo e sulla composizione chimica dei semi dei cereali;

4° Un premio di lire italiane 470 e cent. 40, a chi comporrà un buon manualetto popolare intorno agli insetti che recano maggior danno alle nostre campagne ed ai mezzi che l'esperienza ha mostrato efficaci per impedirne o attenuarne lo sviluppo;

5° Un premio di lire italiane 705 e cent. 60, a chi proverà di fabbricare economicamente tubi o condotti per acqua formati con cementi della provincia toscana e capaci di resistere fino a circa sei atmosfere di pressione interna.

Il concorso resta aperto fino a tutto il 31 dicembre del prossimo anno 1869, e il conferimento dei premi avrà luogo il 28 giugno 1870.

I documenti relativi ai premi 1° e 5° dovranno farsi pervenire franchi di spesa al segretario degli atti dell'Accademia entro il termine sopra detto, ritirandone la ricevuta.

Gli scritti che fossero mandati a concorso per i premi 2°, 3° e 4° porteranno in fronte un'epigrafe, e saranno accompagnati da un biglietto sigillato contenente il nome dell'autore, e contrassegnato all'esterno dalla medesima epigrafe del manoscritto, e dovranno pure essere inviati franchi di spesa al segretario degli atti dell'Accademia, il quale ne rilascierà ricevuta.

Gli scritti e libri non premiati saranno restituiti a chi presenterà la ricevuta del segretario, dopo avere bruciati i biglietti contenenti i nomi.

Il Segretario degli atti
G. BUONAZIA.

ULTIME NOTIZIE

La Deputazione Provinciale di Catania e i Municipii di Catania, Caltagirone, Acireale e Nicosia inviarono Commissioni a Palermo per presentare gli omaggi e le felicitazioni di quelle popolazioni alle LL. AA. RR. il Principe e la Principessa di Piemonte per la loro venuta in Sicilia.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Nuova York, 16.

Il Senato adottò il progetto che permette la riorganizzazione della milizia degli Stati del Sud che sono rappresentati nel Congresso.

Parigi, 16.

Dicesi che lo stato di salute di Moustier ispiri gravi inquietudini.

Lisbona, 16.

Parlasi di una crisi ministeriale. Il ministro delle finanze avrebbe offerto le sue dimissioni in causa dell'imprestito.

Bukarest, 16.

La Camera dei deputati votò il progetto pel quale tutti i Rumeni che abbiano preso servizio all'estero verranno ammessi nell'esercito della Romania collo stesso grado.

Parigi, 16.

Il *Moniteur du soir* dice che i gabinetti europei trovansi circa gli affari della Grecia nello stesso accordo che per quelli della Romania. Tutti i firmatari del trattato del 1856 raccomandano alla Grecia di rispettare le leggi del diritto delle genti ed insistono per far prevalere a Costantinopoli e ad Atene le idee di moderazione e di saggezza. L'armonia che regna felicemente su questo punto fra tutte le grandi potenze è un pegno prezioso pel mantenimento della pace in Oriente, e fa sperare che i germi delle difficoltà verranno tolti fino dal principio.

Parigi, 16.

Chiusura della Borsa.

	15	16
Rendita francese 3 %	71 10	70 65
Id. italiana 5 %	57 32	57 85
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	416 —	418 —
Obbligazioni	228 —	228 —
Ferrovie romane	51 50	55 —
Obbligazioni	121 50	124 —
Ferrovie *Vittorio Emanuele*	51 25	50 75
Obbligazioni ferr. merid.	153 —	152 50
Cambio sull'Italia	5 3/8	5 3/8
Credito mobiliare francese	290 —	292 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	428 —	431 —

Vienna, 16.

Cambio su Londra	120 —	— —

Londra, 16.

Consolidati inglesi	92 1/2	92 1/2

Berlino, 17.

La *Corrispondenza provinciale* dice che la Prussia, la quale non ha come le potenze occidentali e la Russia un diritto d'ispezione sulla Grecia, nè come le potenze occidentali e l'Austria un diritto particolare di protezione sulla Turchia, fece spontaneamente degli sforzi per mantenere la pace, ed agì in modo caloroso affinchè la Grecia desse soddisfazione ai reclami della Turchia in quanto siano conformi al diritto dei popoli. È da sperarsi che questi consigli di prudenza saranno ascoltati dalle due parti e così verranno allontanate le preoccupazioni di una seria rottura della pace in Oriente.

Bismark ebbe a Dresda un ricevimento cordiale.

Costantinopoli, 16 (sera.)

Assicurasi che la flotta turca abbia attaccato il vapore greco *Enosis* nelle acque stesse della Grecia.

Tre fregate e un *avviso* furono spediti per rinforzare la flotta di Hobbart.

I greci, che fra 15 giorni non avranno lasciato il territorio ottomano, saranno considerati come sudditi della Porta.

Alcuni individui compromessi saranno esiliati e partiranno fra otto giorni.

I fondi turchi hanno ribassato a 41 3/4.

Il ministro greco ricevette oggi i suoi passaporti e partirà immediatamente.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 16 dicembre 1868, ore 1 pom.

Oggi il barometro si è abbassato di 1 a 2 mm. nel nord e nel centro, e si è alzato di altrettanto in Sicilia. La pressione è alla media nel settentrione, e ne è superiore di 2 a 3 mm. nel sud.

Il cielo è coperto e qua e là piovoso, mare calmo e venti deboli.

Il barometro ha oscillato di poco nel resto d'Europa, e la burrasca che ieri trovavasi nel mare del Nord si dirige sul centro d'Europa.

Qui il barometro è sceso di 2 mm. nella mattina.

Il tempo si fa sempre peggiore, senza pericolo però di tempeste.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 16 dicembre 1868.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 758 4	mm 756,4	mm 754 0
Termometro centigrado	10 5	13 5	11,0
Umidità relativa	78 0	80 0	85 0
Stato del cielo	nuvolo	nuvolo	nuvolo
Vento direzione	E	SO	SO
Vento forza	debole	debole	debole

Temperatura massima . . . . + 15,0
Temperatura minima . . . . + 9,0
Pioggia nelle 24 ore . . . . mm. 2,5

TEATRO DELLA PERGOLA, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Rossini: *La Cenerentola* — Ballo: *Fiamma d'amore.*

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia A. Dondini e soci rappresenta: *Un nuovo Giobbe.*

TEATRO DELLE LOGGE, ore 8 — La drammatica Compagnia francese diretta da Eugène Meynadier et E. Bondois rappresenta: *La Dame aux camélias.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 17 *dicembre* 1868)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 genn. 1869		57 60	57 50	57 70	57 65	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0 lib.	1 ott. 1868		»	»	»	»	»	»	78
Rendita italiana 3 0/0 »	Id.		»	»	36 80	36 50	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 »			82 »	81 90	»	»	»	»	»
Obb. 6 0/0 Regia Tabacchi 1868 Titoli provvisori (oro) »		410	»	»	»	»	»	»	431
Azioni Tabacco »									
Imprestito Ferriere 5 0/0 »	1 luglio 1868	840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10 »	id.	480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana »	1 genn. 1868	1000	»	1610	»	»	»	»	»
Dette Banca Naz. Regno d'Italia »	1 luglio 1868	1000	»	»	»	»	»	»	1750
Cassa di sconto Toscana in sott. »		250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito italiano »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »									
Azioni delle SS. FF. Romane »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane) »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 5 0/0 SS. FF. Centr. Tosc. »	1 luglio 1868	500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 5 0/0 delle suddette »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. »	1 luglio 1868	420	»	»	»	»	»	»	»
Dette (dedotto il supplemento) »	id.	420	210	209	»	»	»	»	»
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD »		500	174	173	»	»	»	»	»
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette (dedotto il supplemento) »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali »	1 luglio 1868	500	»	»	»	»	»	»	274
Obbl. 3 0/0 delle dette »	1 ott. 1868	500	»	»	»	»	»	»	163
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 12 »	id.	505	»	»	»	»	»	»	442 1/2
Dette in serie picc. »	id.		»	»	»	»	»	»	»
Dette in serie non comp. »		505	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli in oro (in sottoscrizione) »		150	121	120	»	»	»	»	»
Detto liberato »		500	»	»	»	»	»	»	»
5 0/0 italiano in piccoli pezzi »	1 luglio 1868		»	»	»	»	»	»	58 »
3 0/0 idem »	1 aprile 1868		»	»	»	»	»	»	37 »
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »			»	»	»	»	»	»	78 50
Nuovo impr. della città di Firenze in oro in sott.		250	»	»	»	»	»	»	174
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0		500	»	»	»	»	»	»	416

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra	a vista		
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	26 54	26 52
Roma	30			Vienna	30			Parigi	a vista	105 85	105 70
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	90			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		21 21	21 19
								Sconto Banca 5 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 57 70 - 65 - 60 per fine corr.

Il sindaco: A. MORTERA.

Delegazione demaniale per la liquidazione dell'asse ecclesiastico in Perugia

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno di lunedì 28 dicembre 1868, nella sala comunale di Montefalco, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali.

1° L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2° I depositi per concorrere all'asta dovranno farsi nei modi determinati dalle condizioni speciali del capitolato.

I medesimi potranno esser fatti anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* pel giorno precedente a quello del deposito, o in titoli di nuova creazione al valor nominale.

3° Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4° La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.

5° Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n° 3852.

6° Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7° Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare il 5 per 100 del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione ed inscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso starà a carico dei deliberatari per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8° La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; i quali capitolati, nonchè gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del Registro di Spoleto.

9° Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

10° L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale ital., contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Num. progressivo dei lotti	Num. della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in misura antica locale Tav. Cent.	VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
3	1280	Montefalco	Mensa vescovile di Spoleto	Podere con due case coloniche e dipendenze rurali in vocabolo San Marco, di qualità seminativo vitato, olivato, prativo pascolivo, boschivo da frutto, distinto nella mappa Pietranta coi n. 761 al 766 - 770 - 774 - 775 - 776 - 837 - 838 - 839 - 857 al 865 - 887 - 888 - 889 - 903 - 924 - 925 - 1017 - 1018, d'estimo L. 30,268 25.	127 90 30	1279 03	55031 91	5504 00	200	2478 50

4099 A dì 6 dicembre 1868.

Il Delegato demaniale: GENTILI.

SITUAZIONE DEL BANCO DI NAPOLI
al 31 Ottobre 1868

ATTIVO.

Voce		Importo
Effetti commerciali in portafoglio . . L.		26,934,164 95
Anticipazioni su pegni di oggetti preziosi . . . . L.	8,709,693 75	
» di pannine. . . . . »	987,510 »	9,814,930 75
» di metalli rozzi . . »	117,727 »	
Id. sopra certificati di rendita italiana . »		9,917,534 83
Id. di semestri di rendita . . . . »		111,845 »
Id. sopra pegni di mercanzie . . . . . . »		294,632 22
Credito sul Tesoro dello Stato per numerario immesso nella Zecca dal 1818 al 1862 . . . . »		1,640,778 84
Credito sullo stralcio della Cassa di risparmio . . . . »		78,410 »
Credito verso la provincia di Napoli . »		2,074,874 89
Altro verso la provincia di Bari . . . »		466,534 65
Altri sopra diversi . . . . »		1,000,580 77
Prestito nazionale . . . . »		15,062,413 67
Fondi pubblici . . . . »		1,693,262 01
Certificati della Tesoreria generale . . »		73,864 61
Obbligazioni municipali di Napoli . . . »		210,375 »
Immobili. . . . . »		4,661,923 50
Mobili . . . . »		94,974 50
Numerario immobilizzato . . . . »		20,000,000 »
Numerario e bigl. della Banca Naz. esistenti nelle casse di Napoli, Bari e Firenze. . »		42,978,977 80
Biglietti della Banca Naz. ricevuti sul numerario immobilizzato a norma dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866, ed esistenti nelle Casse del Banco, oltre gli anzidetti. . . . . »		3,660,000 »
Totale L.		140,770,077 99

4113

PASSIVO.

Voce	Importo
Polizze e fedi di credito in circolazione L.	105,936,242 56
Libretti emessi dalla Cassa di risparmio »	3,547,919 »
Conti correnti ad interesse . . . . »	3,467,353 17
Biglietti somministrati dalla Banca Nazionale a' sensi dell'articolo 6 del regio decreto del 1° maggio 1866 . . . . »	3,660,000 »
Capitale patrimonio del Banco . . . . »	24,158,563 46
Totale L.	140,770,077 99

Il Ragioniere Generale ANTONIO DE LUCA.

Visto *Il Direttore Generale* Colonna.

Visto *L'Ispett. del sind. govern.* C. Salvi.

Per copia conforme *Il Segret. Gen.* G. Marino.

R. TERME DI MONTECATINI IN VAL DI NIEVOLE PROVINCIA DI LUCCA

AMMINISTRAZIONE DELLO STATO

Col 31 decembre venturo restando libero il locale ad uso di farmacia annesso agli stabilimenti di proprietà della R. Amministrazione delle Terme di Montecatini, si prevengono i signori esercenti farmacisti che col 1° gennaio 1869 potrà detto locale essere concesso alle condizioni di cui nel capitolato d'oneri ostensibile a chiunque presso la Segreteria della R. prefettura di Lucca. La R. Commissione concederà gratuitamente la farmacia corredata di banchi, scaffali, fardini e sedie, più un laboratorio con annesso magazzino, ed una stanza d'abitazione ammobigliata come trovasi attualmente.

Ove il farmacista soddisfaccia le esigenze del servizio sia di fronte alla Direzione delle Regie Terme, sia del paese, potrà chiedere alla fine d'anno una gratificazione.

La detta farmacia dovrà essere esercitata l'intero anno senza interruzione di sorta.

Chiunque voglia concorrervi dovrà entro il 20 del prossimo mese di dicembre inviare i propri certificati di idoneità alla Direzione delle Regie Terme di Montecatini in Lucca.

Lucca, 3 dicembre 1868. LA DIREZIONE. 3960

Il Municipio di Codevigo avvisa

Essere aperto il concorso al posto di segretario comunale a tutto il corrente mese, con l'annuo assegno di it. lire 1500.

Gli aspiranti dovranno presentare la loro istanza presso questo municipio entro il suddetto termine, corredata dei documenti prescritti.

Codevigo, 1° dicembre 1868.

4083 *Il ff. di Sindaco:* GASPARINI VINCENZO.

Omologazione d'atto di adozione.

In nome di Sua Maestà Vittorio Emanuele II per grazia di Dio e per volontà della nazione Re d'Italia.

La prima sezione civile feriale della Corte d'appello di Napoli ha reso la seguente deliberazione in Camera di consiglio:

Ai signori presidente e consiglieri della Corte d'appello di Napoli.

Felice Giovine nella qualità di procuratore speciale dei coniugi Nicola Marcelli e Francesca Tersigni, a norma dell'articolo 214 del Codice civile presenta alla Corte d'appello copia autentica dell'atto di adozione eseguito innanzi al primo presidente di questa Corte d'appello il giorno due del corrente mese di settembre, e domanda la omologazione di detto atto. Detta adozione in persona di Francescantonio Gracco projetto, adottato dai suddetti Marcelli e Tersigni. - Napoli, 10 settembre 1868. - Felice Giovine, procuratore. - Li 11 settembre 1868 Si comunichino gli atti al Pubblico Ministero, e resta delegato il consigliere signor d'Arezzo per farne rapporto in Camera di consiglio. - Ludovico Viscardi. - Addì 23 ottobre 1868 Surroghiamo al consigliere d'Arezzo il consigliere signor Grisolia per farne rapporto alla Corte in Camera di consiglio nel di ventisei corrente. Inteso il Pubblico Ministero de Rensis; Sulla dimanda di adozione fatta dai coniugi Nicola Marcelli e Francesca Tersigni in persona del projetto Francescantonio Gracco; Fatto il rapporto orale dal consigliere delegato signor Grisolia; Udito il signor cav. Colapietro, procuratore generale del Re, nelle sue orali conclusioni date in Camera di consiglio, con le quali ha chiesto dichiararsi di esservi luogo all'adozione di che trattasi; La Corte uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero, deliberando in Camera di consiglio, dichiara esservi luogo all'adozione chiesta dai coniugi Nicola Marcelli e Francesca Tersigni in persona del projetto Francescantonio Gracco; Ordina che una copia della presente sia affissa nella sala di questa Corte, altra in quella del tribunale civile e correzionale di qui, nella sala comunale del mandamento di Sora, e venga inserito nel giornale di Napoli e nel giornale ufficiale del Regno. Fatto e deliberato in Camera di consiglio nel locale ordinario della seconda sezione civile della Corte d'appello di Napoli in Castel Capuano nella udienza feriale del 29 ottobre 1868 dai signori consiglieri de Rensis cav. Nicola, funzionante da presidente, Grisolia cav. Luigi, Valentini cav. Vincenzo, Passarelli cav. Cesare e Romano cav. Giandomenico. *Firmati*: De Rensis, Alfonso Molinaro vice cancelliere aggiunto; quietanza n. 27904, addì 12 novembre 1868, esatto il dritto di originale in lire sei, Nicola Isernia vice cancelliere. - *Specifica*: carta fogli due, lire 2 20, facciate num. 5, lire 2 50; totale lire 4 70. Napoli 12 novembre. - Per copia autentica rilasciata al signor Giovine. Pel cancelliere, Ajello vice cancelliere, collazionata Giuseppe Oliva, quietanza numero 27905 a. c., addì 12 novembre 1868 Esatto per facciate cinque, lire 2 50 Nicola Isernia. Vi è bollo della cancelleria.

Spedita da me procuratore Antonio de Martino.

Addì 10 dicembre 1868, autenticata la presente copia di facciate num tre, esatto il dritto di autentica in centesimi settantacinque

Quietanza n. 30593 a. c.

4093 N. FURNI, vice canc

Citazione per pubblici proclami.

L'anno mille ottocento sessantotto, il giorno tredici (13) dicembre in Torino di Sangro,

Ad istanza dei signori Gioacchino ed Achille Villani eredi di D. Gaetano Villani, e della signora Filomena Bielli, autorizzata dal marito Licinio Sigismondi, quale madre e rappresentante i di lei figli minori Laura, Nicola ed Immacolata Villani eredi del fu D. Raffaele Villani; nonchè degli eredi di D. Giuseppe Villani, D. Nicola, D. Errico e D. Raffaele Villani e le signore Elisa Somma e Lucia Perazzini, la prima erede di D. Filippo Villani e la seconda rappresentante la minore Felicetta Villani erede di D. Florindo Villani, domiciliati tutti in Lanciano nell'uffizio dell'avvocato signor Licinio Sigismondi, strada Cavour, n. 60.

Io Florindo Pietrocola, usciere addetto al tribunale civile di Lanciano, ove domicilio, ho dichiarato a Vincenzo Ferrante, Vincenzo e Pietro d'Addario, Luigi Giovannangelo, Stefano di Poppo, Domenico de Grandis, Giuseppe Giovannangelo, Rocco, Domenico e Carmine di Fonzo, Francesco ed Antonio de Grandis, Michelangelo Cannone, Domenico d'Addario, Domenico fu Giacobbe d'Ilio, Sebastiano de Grandis, Natale, Giosuè e Giovanni d'Ilio, Fresina Persichitti, Pietro Galiucci, Domenico Jezzi di Palmantonio, Francesco Mariotti, Domenico Bucci, Arfedele del Re, Luigi del Re, Angelo Cannone, Agostino Tullio, Domenico Schipsi, Benedetto Jezzi, Giuseppe Valerio, Agostino Fabrizio, Antonio Persichitti, Stanislao Priori, Agostino d'Ilio, eredi di Donato Mucci, Salvatore, Luigi, Fedele, Giuseppe, Amadio e Raffaele di Fonzo, Donato di Fonzo di Fabio, eredi di Michele Giovannangelo, eredi di Felice d'Aurizio, Gabriele di Fonzo, Gabriele di Fonzo di Francesco, Luigi Ranalli, Filoteo Comini, Francesco e Luigi Priori, eredi del fu Carlo Mariotti, Luigi Nicolucci, Nazario e Camillo di Virgilio, Michelangelo Priori, Filodauro e Michele Tessitore, eredi di Pompeo Mucci per sè e per Felice Persichitti, Cesare Tiraboschi ed Emidio Tessitore, nonchè ogni altro di cui s'ignora il nome, tutti domiciliati e residenti in Torino di Sangro, quanto appresso:

Gli autori degl'istanti, giusta l'istrumento de' 6 febbraio 1772 (1), quali eredi ed aventi causa dei primi concessionari, nonchè gl'istanti istessi secondo il proprio dritto ereditario hanno posseduto, come attualmente possedono a titolo d'enfiteusi, tutti i beni dell'ex-monistero di S. Maria Nova dei canonici Lateranensi di Lanciano, siti in Torino di Sangro nelle contrade Forche, Colleiungo, Tassenaro e Fonterasso, Vallebruna, di Capriccio, Fonte di Giacomo, Passo della Maddalena, Dellifachi, del Monte, Piano della barca, Piano del Sangro, Coste, del Pozzo, della Civita, Scardalone, delle Mura, di Fresco, del Vallone, del Pozzibello, Ponticelli e Pozzo Marcuccio, estesi in tutto tomoli 300, pari ad ettari 110, nonchè alcune case dentro l'abitato del comune istesso.

Di questi beni gli intimati alcuni sono enfiteuti, altri pagano il terraggio fisso ed altri alla ragione del tomolo per tomolo.

Con citazione per editto de' 14 dicembre 1838 (2) venne contro di essi interrotta la prescrizione.

Ora il tribunale civile di Lanciano, con deliberazione de' 30 novembre ultimo, ha autorizzata la citazione per pubblici proclami nel fine di fare che rimanesse interrotta ogni prescrizione e riconosciuto il diritto degl'istanti.

Ond'è che ho citato per pubblici proclami tutti i suddetti intimati e nei modi ordinari Vincenzo Ferrante, Giuseppe Giovannangelo, Arfedele Del Re e Luigi Ranalli a comparire avanti il tribunale civile di Lanciano dentro il termine di giorni trenta per sentire dichiarare riconosciuto da tutti essi convenuti il diritto degl'istanti sopra i menzionati beni, ed in conseguenza interrotta la trentennale ed ogni altra prescrizione, con la condanna dei convenuti stessi alle spese di questo giudizio.

Si offre comunicazione de' cennati titoli e documenti che nel termine di legge verranno depositati in cancelleria, con dichiarazione che gli avvocati Licinio Sigismondi e Francesco Saverio Finore agiranno per gli istanti.

Si fa salvo ogni altro diritto e ragione.

Questa copia da me collazionata e sottoscritta si rilascia nelle mani degli istanti per curarne la inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*

(1) N. 2034, reg. a Lanciano li 12 ottobre 1842 per centesimi 85 — Tinozzi

(2) N. 1145, reg. in Paglieta li 15 dicembre 1838 per cent. 21 — Tretta.

Il costo di quest'atto è di L. 28 65.

L'usciere

4095 FLORINDO PIETROCOLA

SOCIETÀ ANONIMA PER VENDITA DI BENI DEMANIALI AGENTE A NOME E PER CONTO DELLE FINANZE NAZIONALI

Provincia di Perugia

DIREZIONE DEL DEMANIO E DELLE TASSE SUGLI AFFARI IN ANCONA

Avviso d'asta.

Vendita a prezzo ribassato di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, n. 793, che viene eseguita dalla Società suddetta a termini della convenzione approvata con legge 24 novembre 1864, n. 2006.

Il pubblico è avvisato che alle ore 2 pomeridiane del giorno di giovedì 31 dicembre prossimo venturo si procederà in una delle sale della Regia prefettura di Perugia dal signor prefetto o da chi sarà da esso delegato, coll'intervento del ricevitore del Demanio quale rappresentante della suddetta Società, ai pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in un solo lotto in favore dell'ultimo offerente, dei beni demaniali descritti ai numeri 1 al 9 inclusivo, 11, 13 al 16 inclusivo, 19, 20, 23, 25, 26 28, 29, 30, 32 al 36 inclusivo, 38, 39 e 40 dell'elenco IV, C, E, comune di Fuligno, pubblicato nel supplemento al numero 113 nella Gazzetta dell'Umbria del 15 maggio 1865 e dei beni descritti al numero 40 dell'elenco 1, C, E, pure di Fuligno, pubblicato nel supplemento al numero 284 dello stesso giornale del giorno 9 dicembre 1864; quali elenchi insieme ai relativi documenti trovansi depositati presso gli uffici della sullodata prefettura.

I beni che si pongono in vendita consistono in 31 fondi rustici situati nei comuni di Fuligno e Spello, diffusamente descritti nei suddetti elenchi e qui appresso indicati, cioè:

Comune di Fuligno e Spello.

1. Predio in vocabolo Palazzo o Grigliano, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di Sant'Andrea.
2. Predio in vocabolo Quadrano o Risara, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di Sant'Andrea.
3. Predio in vocabolo Sportello, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di Sant'Andrea.
4. Predio in vocabolo Borgo con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di Sant'Andrea.
5. Predio in vocabolo Cerbara con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di Sant'Andrea.
6. Predio in vocabolo Pretale con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-monastero di Santa Maria Maddalena.
7. Predio in vocabolo Troncacatene con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-monastero di Santa Maria Maddalena.
8. Predio in vocabolo San Martino con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dalla soppressa collegiata di Santa Maria.
9. Terreno in vocabolo Sant'Andrea, proveniente dall'ex-monastero di Valleglòria.
10. Predio in vocabolo Chiona, proveniente dall'ex-convento di San Niccolò.
11. Podere in vocabolo Palombajo con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di San Niccolò.
12. Terreno in vocabolo Capuccino, proveniente dall'ex-convento di San Niccolò.
13. Oliveto in vocabolo Paccioli, proveniente dall'ex-monastero di Sant'Anna ed Antonio.
14. Oliveto in vocabolo Fontespazzina, proveniente dall'ex-monastero di Sant'Anna ed Antonio.
15. Terreno in vocabolo San Pietro, proveniente dall'ex-monastero di Betlem.
16. Terreno in vocabolo Fontemarano, proveniente dall'ex-monastero di Betlem.
17. Terreni in vocabolo Intermezzi, provenienti dall'ex-monastero di Betlem.
18. Terreni nei vocaboli Serra, Vallechiusa e Trigliano, provenienti dall'ex-monastero di Santa Caterina.
19. Orto in vocabolo li Fossi, con casa colonica, proveniente dall'ex-monastero di Santa Caterina.
20. Predio in vocabolo Limiti con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dell'ex-convento di San Giacomo.
21. Predio in vocabolo Chiesa Tonda con casa colonica e dipendenze rurali, chiesa e sagrestia, proveniente dall'ex-convento di San Giacomo.
22. Podere in vocabolo Acquabianca e Ponte San Vittore con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dall'ex-convento di San Francesco.
23. Podere in vocabolo San Giuseppe con casa colonica per uso padronale, proveniente dall'ex-convento di San Domenico di Fuligno.
24. Terreni in vocabolo Porta Badia e Carpello con casa colonica, provenienti dall'ex-collegiata di San Salvatore in Fuligno.
25. Podere in vocabolo Maceratola, Maceratoje e Formuccia, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dai soppressi monasteri di Sant'Anna ed Antonio, e di Santa Maria di Betlem.
26. Predio in vocabolo Ranci o Pastina, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dai soppressi monasteri di San Domenico, e dell'Annunziata di Fuligno.
27. Terreno nei vocaboli Montarone e Villa di Carpello, proveniente dagli ex-monasteri di Santa Maria di Betlem e di San Francesco.
28. Terreni in vocabolo Penne e Palombajo, provenienti dagli ex-monasteri di San Niccolò e di Santa Maria di Betlem di Fuligno.
29. Terreni in vocaboli Rio e Pocetto, provenienti dai soppressi monasteri di Santa Caterina, di Betlem, di Sant'Anna ed Antonio in Fuligno.
30. Podere nei vocaboli Fiamenga, Via Budino, Manciotto, Montarone, Acquatino, Spinaccio, Pontenuovo, Cicalone, Via Flaminia e Ramacciara, con casa colonica e dipendenze rurali, proveniente dai soppressi monasteri di San Niccolò, di Sant'Anna ed Antonio, di Betlem, dell'Annunziata e della collegiata di San Salvatore in Fuligno.
31. Podere nei vocaboli Pasciana, Prati di Budino, Montaroni e Piè la Serra con casa colonica ed accessori rustici.

Siccome i beni suddescritti rimasero invenduti nei pubblici incanti tenutisi pei primi 30 lotti in Perugia nel mese di decembre 1866, e per l'ultimo il 12 febbraio 1866 nella stessa città da quel signor direttore del Demanio, così a termini dell'articolo 5 della convenzione approvata colla legge 24 novembre 1864, 2006, si ripete la prova dell'incanto con diminuzione di prezzo nella misura di L. 36 8437 per cento, ed in un solo lotto, essendosi all'uopo già ottenuta l'autorizzazione del Ministero delle finanze.

L'asta quindi sarà aperta sul prezzo di L. 240,000, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 500.

Per essere ammessi a prendere parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degl'incanti far fede di aver depositato nella cassa dell'ufficio del registro di Fuligno, o depositare nelle mani del funzionario incaricato di assistere all'asta in danari o in titoli di credito una somma corrispondente al decimo del prezzo come sopra fissato per base dell'incanto.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nei capitolati generale e speciale, di cui sarà lecito a chiunque di prender visione negli uffici della sullodata Direzione.

Gli incanti saranno tenuti col mezzo di pubblica gara.

Il deliberatario, oltre le spese relative al presente incanto, dovrà sostenere anche quelle di tutti i precedenti incanti che rimasero deserti.

A termini dell'art. 2 della convenzione suddetta non si farà luogo in caso di deserzione dell'esperimento alla ripetizione degl'incanti prescritta dall'articolo 4 della legge 21 agosto 1862, n. 793.

Ancona, 29 novembre 1868.

Per detta Direzione

4029 *Il 1° Segretario*: B. MARIANI.

Al numero d'oggi vanno uniti supplementi contenenti avvisi giudiziari.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.